

**Discours du Ministre des Affaires étrangères, Monsieur Hirofumi NAKASONE,
pour la session plénière**

Vos Excellences,

Mesdames et Messieurs les membres des délégations,

(Introduction)

C'est en mai dernier que fut organisée la conférence de la TICAD IV et que la « Déclaration de Yokohama » ainsi que le « Plan d'action de Yokohama » furent adoptés. Quelques mois plus tard, le monde a connu une crise financière et économique comme il ne s'en produit qu'une fois tous les cent ans. La communauté internationale s'efforce maintenant de surmonter cette crise. Dans deux semaines, le deuxième sommet du G20 se tiendra à Londres. Ainsi nous nous réunissons aujourd'hui à Gaborone, pour tenter d'organiser une réunion de suivi de la TICAD IV .

En tant que coprésident de la conférence, je souhaiterais tout d'abord faire le bilan de l'état d'avancement du Plan d'action de Yokohama. Ensuite, je vais vous faire part de ma pensée concernant la poursuite de la coopération, dans le contexte de crise actuelle, entre les pays d'Afrique et leurs partenaires de développement qui partagent l'esprit de la TICAD.

(Impact de la crise financière et économique mondiale sur l'Afrique)

Concernant l'impact de la crise financière et économique sur l'Afrique, notre première crainte aujourd'hui est que l'Afrique ne subisse en profondeur les effets de cette crise, que l'économie, qui a enregistré un développement remarquable ces dernières années, ne ralentisse, et que le processus de réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement ne connaisse un recul considérable.

Cela compromettrait grandement les efforts réalisés par les pays d'Afrique et leurs partenaires de développement, ce que nous devons à tout prix éviter.

(Etat d'avancement du Plan d'action de Yokohama)

Le « Rapport d'avancement annuel 2008 » que vous avez sous les yeux présente le bilan de l'état d'exécution du Plan d'action de Yokohama durant les 9 mois qui ont suivi la TICAD IV.

Bien que la crise financière et économique ait fortement affecté l'économie des pays donateurs, on peut constater des progrès dans de nombreux domaines. Je suis convaincu que c'est là un très bon départ pour la première année du mécanisme de suivi.

(Accélération de la croissance)

Je vais tout d'abord vous parler du premier thème majeur de la TICAD : l'accélération de la croissance.

Premièrement, des missions composées de 180 personnes représentant des entreprises et des organes gouvernementaux se sont rendues dans 12 pays africains pour promouvoir les échanges commerciaux et les investissements, et ont établi des rapports avec des suggestions de mesures à prendre. Le gouvernement japonais a également invité 6 pays à participer à Tokyo à un forum.

De plus nous comptons envoyer de nouvelles délégations en mission au cours de cette année. Et concernant le secteur du tourisme, un séminaire se tiendra en Ouganda en juin prochain dans le cadre de l'Africa-Asia Business Forum.

Deuxièmement, au titre de l'aide financière globale de 2,5 milliards de dollars promise lors de la TICAD IV destinée à permettre un doublement des investissements privés en Afrique d'ici 2012, la Banque Japonaise pour la Coopération Internationale (JBIC) a déjà accordé 740 millions de dollars pour la promotion des investissements des entreprises japonaises vers l'Afrique.

Troisièmement, un prêt de 300 millions de US\$ a été octroyé à la Banque africaine de développement pour permettre une reprise des activités du secteur privé africain, qui doit actuellement faire face à un manque de liquidités.

Quatrièmement, 70 % de la population pauvre d'Afrique subsaharienne dépend de l'agriculture. «La Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique » mise sur un doublement en dix ans de la production rizicole, qui joue un rôle de premier ordre

dans le développement de l'agriculture, et l'on peut déjà voir un solide début d'activité dans ce domaine.

Cinquièmement, en ce qui concerne les infrastructures du transport à grande distance et de l'électricité, le Japon a par exemple déjà honoré ses engagements à hauteur de 36 % du montant de l'aide annoncée pour les 5 ans à venir sous la forme de dons et d'assistance technique.

(Objectifs du Millénaire pour le développement et stabilisation de la paix)

Je voudrais vous parler maintenant des deuxième et troisième thèmes majeurs, à savoir les Objectifs du Millénaire pour le Développement et la stabilisation de la paix. De nombreux projets ont été mis en œuvre pour soutenir ces objectifs extrêmement importants pour le renforcement de la sécurité des personnes. Je ne traiterai pas ici en détail de ces projets, mais les avancées constatées dans ces deux domaines occupent près de la moitié de la liste de 25 pages du Rapport annuel.

(Mesures pour l'environnement et contre les changements climatiques)

Concernant les avancées dans les domaines de l'environnement et du changement climatique, qui constituent le quatrième thème majeur, je souhaiterais citer le partenariat « Cool Earth ». Il s'agit d'une initiative prise par le Japon pour aider les pays en développement qui souhaitent faire coïncider la réduction des émissions de gaz à effet de serre avec leur croissance économique, et contribuer ainsi à la stabilisation du climat. Je me félicite que plus de la moitié des pays africains, soit 27 pays, aient adhéré à ce partenariat.

(Elargissement du partenariat)

Le processus de la TICAD attache une grande importance au renforcement de la promotion de la coopération sud-sud, et tout particulièrement de la coopération Asie-Afrique. Pendant ces neuf mois, on a pu voir des initiatives pour un développement de nouveaux partenariats comme la coopération entre les pays d'Afrique et de nouveaux pays donateurs, et des coordinations avec la société civile et le secteur privé. La preuve en est donnée par la participation en tant qu'intervenants à cette réunion de suivi, de Mesdames et Messieurs les représentants du secteur privé et d'organisations non gouvernementales, japonais et africains.

Mesdames et Messieurs,

(Aide du Japon à l'avenir)

Les résultats obtenus, et ce malgré la crise financière et économique mondiale, loin de dévaloriser le Plan d'action de Yokohama, nous confirment à nouveau le bien-fondé des prescriptions de ce Plan, et cela parce qu'il a été établi au départ dans le but de promouvoir une « Afrique qui gagne ».

Lors de la TICAD IV, le Japon a annoncé qu'il doublerait, d'ici 2012, le montant de son aide publique au développement destinée à l'Afrique et qu'il ferait en sorte que le montant des investissements privés vers l'Afrique soit multiplié par deux.

Dans cette assistance, nombreux sont sans doute les représentants de gouvernements africains qui s'interrogent sur la possibilité du Japon, frappé lui aussi de plein fouet par la crise, de tenir cet engagement. Mais je tiens à vous exprimer ici la détermination du Japon à honorer les promesses faites à la TICAD IV. Et je vous confirme tout particulièrement l'octroi sur 5 ans d'un prêt libellé en yens d'un montant maximum de 4 milliards de dollars.

On peut craindre que les effets de la crise mondiale dans laquelle nous sommes entrés cet automne, se répercutent dans les pays africains pendant encore au moins deux ans. Compte tenu de cette situation, nous aurons recours au prêt libellé en yens dont nous venons de parler de façon flexible et, concernant les dons et l'assistance technique, notre objectif est de fournir aussi rapidement que possible une aide de 2 milliards de dollars pour la mise en œuvre régulière des promesses du Japon.

De cette façon, nous allons promouvoir plus encore la croissance de l'économie africaine dans les domaines de l'infrastructure, de la formation des ressources humaines et du secteur agricole. Par ailleurs, en vue d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement, nous soutiendrons plus fortement les initiatives africaines dans les domaines du développement communautaire, de l'éducation, de la santé, de l'eau et de l'assainissement, et nous renforcerons notre aide dans le domaine de l'environnement pour assurer une croissance durable.

Pour concrétiser et mettre en œuvre ces mesures d'aide, le Japon a prévu jusqu'à la première moitié de cette année de se concentrer sur la réalisation de plus de 100 enquêtes préliminaires.

Mesdames et Messieurs,

Le Japon compte apporter des soutiens plus directs encore, compte tenu de l'impact de la crise financière et économique sur l'Afrique.

Par exemple, le Japon a mené durant ce mois de mars des opérations en faveur de l'Afrique, comme une aide alimentaire et humanitaire d'un montant de 300 millions de dollars car les effets à venir de la crise qui s'étend actuellement toucheront le plus durement les populations pauvres. Sur le plan de la lutte contre les maladies infectieuses, le Japon apportera la semaine prochaine une contribution de l'ordre de 200 millions de dollars au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, dont l'Afrique est un grand bénéficiaire.

Enfin, le Japon a inauguré de nouvelles mesures, comme un prêt équivalent à 100 milliards de dollars au Fonds Monétaire International ou l'octroi d'un « Fonds pour le renforcement des capitaux des banques des pays en développement » d'une valeur de 3 milliards de dollars. Les pays d'Afrique pourront aussi bénéficier de ces ressources. Le Japon apportera aussi un soutien pour la formation des ressources humaines dans le secteur financier, afin de renforcer, entre autres, le système financier africain.

Mesdames et Messieurs,

(Le rôle de l'Afrique et des pays donateurs)

Je vous ai fait part des mesures que le Japon s'apprête à prendre. Mais la TICAD n'est pas une conférence où les partenaires pour le développement prendraient unilatéralement des engagements. La communauté internationale apporte une aide, en tant que partenaire, à l'appropriation de l'Afrique par elle-même. Ces deux principes, partenariat et appropriation, sont les principes mêmes du processus de la TICAD, et les principes communs de la communauté internationale.

Les promesses de la TICAD IV ne sauraient être tenues cependant avec efficacité et succès sans la collaboration rapide et rigoureuse des pays d'Afrique. La crise financière

et économique mondiale fait craindre désormais une baisse des recettes publiques, des investissements directs à l'étranger, du flux des capitaux privés et des transferts de fonds depuis l'étranger. C'est pourquoi, il va sans dire que vos efforts à vous tous, chers partenaires africains, sont indispensables pour enrayer cette baisse, et pour utiliser avec un maximum d'efficacité les fonds pour le développement.

J'espère que tous les pays d'Afrique, pour surmonter la crise actuelle, prendront d'eux-mêmes les mesures qui s'imposent, optimisant ainsi l'idée d'« appropriation ». Il faudrait répartir les ressources selon les priorités et établir d'excellents projets qui contribueraient à la croissance, afin de poursuivre ainsi avec fermeté des politiques pour le développement de leur propre pays.

Quant à vous tous, chers représentants des pays et des organismes partenaires du développement, je vous sollicite instamment pour que loin de réduire votre aide à l'Afrique, vous continuiez à vous engager avec la même détermination que le Japon et de manière encore plus active que vous ne l'avez fait jusqu'à présent.

Mesdames et Messieurs,

(En prévision du sommet de Londres)

Je veux me fonder sur les débats qui vont avoir lieu ici pendant deux journées pour lancer un message au Sommet de Londres. Le premier ministre japonais, Tarô Asô attend ce message pour en faire part au Sommet, dans l'intention de faire entendre à ce sommet la « voix de l'Afrique » au côté des représentants des pays et gouvernements africains.

Je me permets d'achever ce discours en renouvelant mes vœux pour que les rencontres qui se dérouleront aujourd'hui soient l'occasion de débats positifs et constructifs et qu'un message fort soit émis.

Je vous remercie de votre attention.